

**PERSONNES MORALES  
(dont sociétés)**

**Demande d'ouverture d'une procédure de sauvegarde**  
(L620-1 & R621-1 du code de commerce)

Identification de la personne déposant la demande

Nom de naissance : Nom d'usage :  
Prénoms :  
Né(e) le à Nationalité :  
Domicile :  
Qualité<sup>1</sup> :  
Assisté(e) ou représenté(e)<sup>2</sup> par :

Identification de l'entreprise (personne morale) en difficulté

**N° SIREN :**

Forme juridique :  
Dénomination :  
Enseigne :  
Immatriculation au :  RCS et/ou  Répertoire des métiers ou  Autre  
Adresse du siège social :  
Adresse de l'établissement principal (si différente du siège) :  
Activité : Code APE/NAF :  
Date de début d'activité :  
(Le cas échéant) : Date de cessation d'activité : Date de dissolution :  
Capital social :  Libération totale  Libération partielle

Coordonnées	Informations importantes
Téléphone : Portable : Fax : Email :	<b>Nombre de salariés employés à ce jour<sup>3</sup> :</b> <b>Nombre de salariés (dans les 6 derniers mois)<sup>3</sup> :</b> <b>Chiffre d'affaires du dernier exercice :</b> Date de clôture du dernier exercice :

<sup>1</sup> Selon, le président (SAS), un ou plusieurs gérants (SARL, SNC, société civile, ), directeur général (SA) ....

<sup>2</sup> **La demande d'ouverture, lorsqu'elle n'émane pas du dirigeant** ne peut être reçue qu'en vertu d'un **pouvoir spécial** qui n'est pas inclus dans la mission de représentation et d'assistance des avocats (Com., 19/07/1988, n°86-15389).

<sup>3</sup> Nombre de salariés à calculer conformément aux articles L130-1 et R130-1 du code de la sécurité sociale.

	Date de clôture	Chiffre d'affaires HT	Résultat net
Année N-1			
Année N-2			
Année N-3			

Lieux d'exploitation en dehors de l'établissement principal			
N°	SIRET	Adresse	Greffe dans lequel l'établissement est immatriculé

Avez-vous fait l'objet personnellement d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation ou avez-vous été dirigeant d'une société ayant connu l'une de ces procédures ?  oui  non

Si oui, date d'ouverture, indication de la juridiction et s'il y a lieu, dénomination de la société :

Exposez succinctement la nature des difficultés de l'entreprise et les raisons pour lesquelles elle n'est pas en mesure de les surmonter

<b>ETAT DU PASSIF (dettes) de la personne morale<sup>4</sup></b>		
Créanciers (Nom, prénom et adresse /dénomination et siège)	Échu et exigible <sup>5</sup>	A échoir <sup>5</sup>
<b>Salariés :</b>		
<b>Établissements financiers (prêts, découverts, mobilisation de créances...) :</b>		
<b>Dettes fiscales et/ou sociales :</b>		
<b>Autres dettes (fournisseurs, crédits-bails, bailleur, divers...) :</b>		
<b>TOTAL DU PASSIF (échu et à échoir) :</b>		
<b>TOTAL GENERAL :</b>		

<sup>4</sup> L'état du passif (dettes) doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent

<sup>5</sup> Dettes exigibles = dettes arrivées à échéance et pouvant être immédiatement réclamées par le créancier  
 Dettes à échoir = dettes non encore arrivées à échéance

<b>ETAT DES ACTIFS de la personne morale<sup>6</sup></b>	
Description	Montant
<i>Immobiliers (murs du fonds, maison, terrain... appartenant à la personne morale exerçant l'activité) :</i>	
<i>Éléments corporels (matériels, mobiliers d'exploitation, véhicules, stocks...) :</i>	
<i>Éléments ou immobilisations incorporels (fonds de commerce, droit au bail, brevets, marques...) :</i>	
<i>Dû par les clients (estimation globale du compte client, net de mobilisation) (Détail à donner dans annexe 2) :</i>	
<i>Titres et participations dans d'autres personnes morales :</i>	
<i>Crédits de TVA, crédit d'impôts sur les sociétés (carry-back), dégrèvements divers... :</i>	
<b>TOTAL GENERAL :</b>	

<sup>6</sup> L'état des actifs doit être établi à la date de la demande ou dans les sept jours qui précèdent

Situation de trésorerie datant de moins d'un mois			
Banques	Disponible	Découvert	
	(seulement si solde positif)	Autorisé	Utilisé
Caisse :			Solde :

SALARIÉS	
Nom et prénom	Adresse
<i>Présents dans l'entreprise, ou en congé (maternité, parental, maladie) - ou compléter l'annexe 1</i>	
<i>Dont contrats rompus ou démissions :</i>	
<i>Instances en cours au conseil des prud'hommes :</i>	
<i>En cas d'instances aux prud'hommes en cours, nom de l'avocat de l'employeur :</i>	
Existe-t-il un comité social et économique : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
<i>Si déjà désignés : prénom, nom et adresse des représentants de la délégation du personnel du comité social et économique habilités à être entendus par le tribunal et à exercer les voies de recours conformément à l'article L661-10 du code de commerce (dans ce cas, annexer une copie du PV d'élection) :</i>	
L'entreprise est-elle en mesure de faire face au paiement des prochains salaires ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

## Cas particuliers

Personnes responsables solidairement des dettes sociales (associés de SNC, associés commandités)	
Nom et prénom / dénomination	Domicile / Siège

L'entreprise exerce-t-elle une profession libérale soumise à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ?  oui  non (Si oui, désignation de l'ordre professionnel ou de l'autorité)

L'entreprise exploite-t-elle une ou des installations classées au sens du titre 1er du livre V du code de l'environnement ?  oui  non (Si oui, fournir la copie de l'autorisation ou la déclaration)

L'entreprise exploite-t-elle un établissement de crédit, un établissement de monnaie électronique, un établissement de paiement ou est une entreprise d'investissement (R613-14 s. du code monétaire et financier) ?  oui  non

## Affiliations

N° URSSAF :

N° affiliation Pôle emploi :

Convention collective applicable :

N°TVA intracommunautaire :

Personnes s'étant portées caution de la société (dirigeants, associés, conjoint...)

Nom des cautions	Bénéficiaire (banque)	Montant de la caution

Documents joints à la demande (article R621-1 du code de commerce)	Oui	Non
Facultatif : extrait récent d'immatriculation au RCS (Kbis) ou au Répertoire des Métiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
État actif et passif des sûretés et engagements hors bilan de moins de 7 jours (état complet disponible au greffe, service privilèges et nantissements ou sur <a href="http://www.infogreffe.fr">www.infogreffe.fr</a> )	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Comptes annuels du dernier exercice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Situation de trésorerie de moins de 7 jours (relevé bancaire de tous les comptes de l'entreprise et les comptes personnels des entrepreneurs individuels)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Compte de résultat prévisionnel de moins de 7 jours	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la pièce d'identité du représentant légal (en cours de validité)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans le cas où l'un ou l'autre de ces documents ne peut être fourni ou ne peut l'être qu'incomplètement, indiquer les motifs qui empêchent cette production :		

**Je soussigné(e)** *(identification du déclarant en page 1)*  
**demande concernant la personne morale mentionnée en page 1,  
l'ouverture d'une procédure de sauvegarde**

Et selon le cas :

- J'atteste sur l'honneur que concernant l'entreprise, il n'a jamais été désigné un mandataire ad hoc ou ouvert une procédure de conciliation, dans les 18 mois précédant la présente demande
- ou*
- Je déclare que dans les 18 mois précédant la présente demande :
- Un mandataire ad hoc a été désigné :
    - Date de la désignation :
    - Juridiction ayant procédé à la désignation :
    - Identité du mandataire ad hoc :
  - Une procédure de conciliation a été ouverte :
    - Date de l'ouverture :
    - Juridiction ayant procédé à l'ouverture de la conciliation :
    - Identité du conciliateur :

Le cas échéant, avez-vous à proposer la désignation d'un administrateur judiciaire ?

oui  non

*Si oui : identité et adresse de l'administrateur judiciaire proposé :*

Et s'agissant de l'inventaire :

- Je demande la désignation par le tribunal d'une personne chargée de réaliser l'inventaire en application de l'article L621-4 al.6 du code de commerce
- ou*
- Je m'engage à réaliser l'inventaire dans les conditions<sup>7</sup> prévues à l'article L622-6-1 du code de commerce dans le délai de .....jours.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
*(Signature précédée de la mention « certifié sincère et véritable »)*

<sup>7</sup> Engager les opérations d'inventaire dans le délai de 8 jours suivant le jugement d'ouverture et les achever dans le délai fixé par le tribunal ; faire certifier l'inventaire établi par un commissaire aux comptes ou le faire attester par un expert-comptable.



Annexe 2 – Renseignements divers

[Noms et coordonnées des partenaires de l'entreprise](#)

Avocat(s) :

Notaire :

Expert-comptable :

Commissaire aux comptes :

Banques :

Nom de la banque	Adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	Numéro de compte

Assurances :

Compagnie	Nom et adresse de l'agence	Nom de l'interlocuteur	N° et objet du contrat

[Cotisations sociales du chef d'entreprise](#)

Au regard de son statut social, le dirigeant est :  majoritaire  
 minoritaire

Nom de la caisse	Adresse	Montant des cotisations	Périodicité

[Créances sur clients](#)

Nom prénom/Dénomination	Adresse	Montant des créances	Echéance

[Répartition du capital au sein de la société](#)

Nom et prénom / Dénomination des associés ou actionnaires	Nb de titres ou %